

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Barros, Jacques. *Haïti de 1804 à nos jours. Tomes I et II*. Paris, Les éditions L'Harmattan, 1984, 506 p. 414 p.

par Antoine Ambroise

Études internationales, vol. 16, n° 4, 1985, p. 892-895.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/701941ar>

DOI: 10.7202/701941ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

niques font partie de son arsenal. Déjà des Conventions internationales ont été signées par un grand nombre d'États pour limiter ce jeu mortel (exemple le plus pertinent: ENMOD 1977: *Environmental Modification Convention* de 1977) qui augmente de beaucoup les risques déjà connus, et les dégâts encourus depuis longtemps par l'environnement dans la guerre.

Nous touchons ici aux limites mêmes de toute politique: si nous détruisons notre environnement, nous nous détruisons nous-mêmes, aucune politique ne peut durer sans reconnaître ce fait. C'est qu'il y a des hiérarchies qui ne sont pas toujours où l'on pense qu'elles sont. Dans ce cas-ci, l'environnement naturel est hiérarchiquement supérieur à l'espèce humaine. Pourquoi? Parce que les environnements naturels peuvent continuer sans nous mais nous ne pouvons pas durer sans eux. Toute politique incapable d'intégrer ce fait, le fait des contraintes et limites de l'environnement, peut-être sans hésitation qualifiée d'imaginaire. La *Realpolitik* ce sera aussi de plus en plus en prendre conscience.

Ce livre ne fait pas la morale, il illustre et accumule les faits qui dans l'atmosphère, la lithosphère, l'hydrosphère et la biosphère sont devenus les symptômes durables de la guerre que nous leur faisons. Que les militaires s'intéressent de plus en plus à l'utilisation de l'environnement à des fins guerrières, ne fait qu'accroître les risques. Les efforts du droit international semblent dérisoires mais c'est la seule voie actuelle que les États consentent à suivre de temps en temps pour calmer leurs projets.

Yvan SIMONIS

Département d'anthropologie
Université Laval, Québec

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

BARROS, Jacques. *Haïti de 1804 à nos jours*. Tomes I et II. Paris, Les éditions L'Harmattan, 1984, 506 p. 414 p.

Décidément, Haïti, au fil des ans, a su préserver cette capacité de fascination qui se traduit tantôt par l'amitié et la sympathie, tantôt par la raillerie et le mépris. Jacques Barros se situe d'emblée dans le premier groupe. Après un double séjour à l'Institut français d'Haïti qu'il a su mettre à profit pour bien s'imprégner de la dure réalité de ce pays et des multiples facettes de la vie haïtienne, il nous livre un ouvrage encyclopédique qui tiendra bien sa place – sans nécessairement les égaler et sans être sûr de résister aussi bien qu'eux à l'usure du temps – à côté d'oeuvres devenues classiques d'auteurs étrangers consacrées à Saint-Domingue et plus tard à Haïti. On pense naturellement à Moreau de Saint-Méry, à l'Abbé Grégoire, à P.I.R. James, au Pasteur Bird et plus près de nous à Alfred Métraux et à Paul Moral pour ne citer que ceux-là.

Alors que les travaux de ces auteurs concernent une période de l'histoire de Saint-Domingue ou d'Haïti, un personnage ou un groupe social particulier, Jacques Barros a voulu faire oeuvre complète en brossant une fresque de l'histoire et de la société haïtiennes qui laissera peu de lecteurs haïtiens indifférents. Il est en effet peu d'événements d'une certaine importance qui n'aient été relatés, peu de groupes d'acteurs de la scène politique et sociale qui n'aient été situés, peu d'étrangers intervenant dans les affaires d'Haïti qui n'aient été identifiés et dont les actions n'aient été analysées à leur mérite.

L'ouvrage se présente de plus comme un réquisitoire pour que Haïti cesse d'être « un cas type de l'histoire du sous-développement », pour que les deshérités d'Haïti puissent enfin espérer des jours meilleurs. C'est aussi un témoignage de foi à ce que l'auteur appelle sans ironie « l'inévitable progrès d'Haïti ».

Barros nous dévoile un pays de contraste qui, après cent quatre-vingt-un ans d'indépendance, cherche toujours sa voie entre un passé glorieux et un avenir incertain, un pays aux records tantôt exaltants et tantôt peu enviables. C'est en effet la première république noire du monde, la seule république francophone souveraine d'Amérique et le premier pays des temps modernes à avoir livré et mené à bon terme une guerre de libération; mais c'est aussi le pays le plus pauvre et le plus aidé de l'hémisphère occidental et le pays qui a eu le plus de présidents à vie de son histoire!

D'entrée de jeu, en s'appuyant sur les données colligées dans les rapports d'experts des nombreuses missions d'assistance technique patronnées par les organisations internationales (Nations Unies, Organisation des États américains, Banque inter-américaine de développement, Banque mondiale...) et sur les statistiques locales (Institut haïtien de la statistique, Banque nationale d'Haïti, Conseil national de développement et de planification...), en puisant abondamment dans la presse nationale — quand cette dernière a pu s'intéresser aux problèmes réels du pays — et en se référant à ses notes de voyage à travers le pays, l'auteur, sans ménagement, brosse le portrait d'un peuple en détresse et d'un pays qui se dégrade au point d'être « en 1980, l'un des plus pauvres pays du monde ».

À la suite d'un tel constat, il devenait impérieux de rechercher les causes de ce sous-développement endémique. Dans la deuxième partie de son ouvrage, Barros les identifie sous la forme d'une double domination qui étrangle ce pays autant avant qu'après son indépendance. Domination étrangère qui prend dès le départ la forme d'une lutte sans merci des puissances européennes pour le contrôle de la plus riche colonie du Nouveau Monde, qui s'amplifie dès la sortie du nouvel État des fonds baptismaux — chacun voulant tirer profit de sa fragilité et de son manque d'expérience — et qui se poursuit de plus belle de nos jours en se camouflant derrière l'aurole de la générosité de l'aide internationale. Domination intérieure qui, façonnant une société, fidèle reproduction de la société

coloniale, s'alimente, pour parodier Dantés Bellegarde, dans le despotisme militaire, le mépris de la liberté et de la vie humaine, un aristocratie prétentieux des classes dirigeantes, le préjugé de couleur et les rivalités provinciales... Sur ces deux terrains, Barros le reconnaît lui-même, le défrichage a largement été effectué par une nouvelle génération de patriotes haïtiens dont les travaux font autorité en la matière. À titre d'exemples, je cite après lui « Gérard Pierre-Charles, Schiller Thébaud, Leslie Manigat, Benoît Joachim, Jean-Jacques Honorat, Giovanni Caprio, et les nombreux chercheurs haïtiens du Québec » (p. 167). Reprenant quelquefois leur propos, il a su dénoncer avec courage les oppresseurs étrangers de l'État haïtien et les oppresseurs locaux de la majorité paysanne. Il a su distribuer les responsabilités sans parti pris. D'abord la mesquinerie de la France qui pendant plus de soixante ans tint Haïti à la gorge pour récupérer, avant de reconnaître son indépendance, une énorme indemnité qu'elle se chargeait elle-même de financer et de refinancer par des prêts à des taux exorbitants. Et même s'il « est peu de pays à l'égard desquels la responsabilité et la dette de la France soient à la fois aussi irrécusables et aussi lourdes » (p. 851), elle s'en désintéressa par la suite, sauf lorsque ses intérêts étaient en jeu. Ensuite l'hégémonie des États-Unis qui poussèrent l'outrecuidance jusqu'à imposer de 1915 à 1934 une tutelle qui n'a rien résolu (p. 225) et qu'ils continuent d'ailleurs à exercer, sous des formes à peine moins choquantes, en leur qualité de premier bailleur de fonds.

Suite à l'analyse du rôle de l'influence étrangère dans la dégradation d'Haïti, Barros, dans un style lapidaire, lance: « Les États-Unis sont devenus premiers responsables. Mais comment ne pas dire que la France reste première concernée? Pour avoir fondé cette entité dans les Antilles. De par sa vocation, d'autre part » (pp. 848-849). Laissons les Français débattre de la vocation de la France dans le monde! En ce qui a trait au partage des responsabilités, sans minimiser le lot de quiconque, la plus grande part revient, comme il a été bien démontré par l'auteur, à la classe politique haïtienne et à l'oligarchie bourgeoise qui non seulement n'ont jamais exercé le

leadership auquel le pays était en droit de s'attendre, mais ont généralement déployé leurs énergies à promouvoir et à défendre leurs intérêts personnels au détriment de ceux de la collectivité.

Toujours à la recherche d'autres causes de ce sous-développement, l'auteur analyse dans la troisième partie de son ouvrage, les rapports entre gouvernants et gouvernés. Il a pu ainsi identifier trois autres facteurs de blocage au développement : d'abord la conception et l'exercice du pouvoir (ch. 1), ensuite le maintien de ce qu'il appelle « une conscience obscurcie » entretenue par une forme de ghetto linguistique où sont enfermés une minorité de francophones dominant la majorité créolophone, par le déni d'instruction à la majorité de la population et par une information bornée parce que généralement contrôlée par les autorités en place (ch. 2) et finalement le poids des mentalités qui se cherchent entre l'Afrique et l'Occident, qui demeurent sous l'emprise de l'irrationnel et du racisme et qui se concrétisent en une fragile haïtianité dont il faut distinguer les traits, par delà les clichés traditionnels, selon qu'il s'agisse de la bourgeoisie noire ou mulâtre, de la petite bourgeoisie ou de la classe paysanne (ch. 3).

La quatrième partie de l'ouvrage, intitulée : « Quand on s'oppose à la vie, la vie nous punit », poursuit dans la même veine avec cependant référence plus explicite à la situation haïtienne contemporaine qui se caractérise, selon l'auteur, par « la tutelle sans développement », la corruption érigée en système et l'arbitraire exercée par les forces d'oppression dans une quasi-impunité. Le deuxième chapitre de cette partie qui est aussi le dernier de l'ouvrage ouvre des « perspectives » qui s'alimentent à la sève de « l'arbre de la liberté » dont les deux principales ramifications sont représentées par les « oppositions de l'exil » et le « combat pour les droits de l'homme ». Ces perspectives débouchent, comme il fallait s'y attendre, sur un rappel des solutions tant de fois préconisées « pour une Haïti heureuse ».

La réalisation de ce vœu ne se fera pas comme par enchantement. Barros rappelle avec à propos que « l'oeuvre à entreprendre

est une oeuvre globale, dont tous les éléments se conditionnent, et qui est à mener à la fois sur tous les fronts », que « le développement ne se réussit pas en détail » et qu'il « implique une volonté de développement, une révolution politique, sociale, culturelle, économique » (p. 829). Et à tous ceux qui seraient tentés par le découragement face à l'immensité de la tâche à accomplir, il rappelle presque avec émotion que « les raisons de croire au destin d'Haïti nous viennent des Haïtiens eux-mêmes », que « l'autre grande leçon de ce pays c'est, en effet, son refus continu de se résigner à l'écrasement, c'est le redressement de ce peuple quand il paraissait condamné, c'est son indécourageable lutte pour la vie et pour la dignité » (p. 848).

Dans cette présentation sommaire de l'ouvrage de Jacques Barros on a voulu s'attarder à l'essentiel. C'est donc volontairement qu'on a passé sous silence les anecdotes plus ou moins croustillantes qui n'ont pas nécessairement leur place dans une oeuvre qui aborde un sujet aussi sérieux que l'histoire et le devenir d'un peuple, ainsi que quelques erreurs historiques somme toute mineures. Quiconque lira ce livre n'oubliera pas de si tôt ces descriptions implacables dont le réalisme ne manquera pas de choquer certains Haïtiens, ni ce plaidoyer pour la réhabilitation des parias de cette société pour lesquels il réclame plus de justice, ni ces condamnations sans rémission de tous ceux qui entretiennent cet état de fait.

C'est un ouvrage qui devrait être lu par tous les Haïtiens — bien sûr par ceux qui sont en mesure de le faire ! — et particulièrement par les membres de la classe politique et par ceux qui se réclament de la bourgeoisie. Ils trouveront matière à réflexion sur leurs pratiques actuelles et sur celles de leurs prédécesseurs. Pour la plupart d'entre eux cependant, ce ne sera pas une lecture facile. Les 900 pages de cet ouvrage n'en feront pas un best-seller ! Après leur lecture on ne peut s'empêcher de penser qu'il eut été possible, en évitant un certain éparpillement et beaucoup de redites, de ramasser l'essentiel des propos en un seul tome, volumineux certes, mais plus abordable pour le lecteur moyen.

Ce qui ne signifie pas que cet ouvrage s'adresse au premier chef aux spécialistes des questions haïtiennes. En raison de l'étendue de la période couverte (1804 à nos jours), de la diversité des sujets abordés, ces derniers n'y trouveront pas toujours la profondeur de l'analyse qu'ils ont l'habitude de réclamer. Cette impression de survol, inévitable dans les circonstances, est fort bien compensée par ailleurs par cet immense répertoire de références consignées dans les notes en bas de pages et dans cette bibliographie thématique de huit cent quarante-cinq (845) titres. Ouvrage d'analyse et de combat, le livre de Barros est aussi un ouvrage de référence indispensable.

Antoine AMBROISE

Département de science politique
Université Laval, Québec

BRUNDENIUS, Claes. *Revolutionary Cuba: The Challenge of Economic Growth with Equity*. Boulder (Col.)/London, Westview/Heinemann, Coll. "Westview Special Studies on Latin America and the Caribbean", 1984, 240 p.

Comme le titre le laisse croire ce volume n'est pas écrit par un réfugié cubain vivant en banlieue de Miami. Que l'on soit cependant rassuré il ne s'agit pas davantage d'un ouvrage de propagande cherchant à faire croire en la réalité des lendemains qui chantent. À l'aide de nombreuses données statistiques, traitées de façon rigoureuse, l'auteur démontre que l'économie cubaine réussit à concilier croissance et développement. Défi que parviennent à relever avec succès très peu de pays en voie de développement ou nouvellement industrialisés.

C'est à la faveur de plusieurs séjours à Cuba que Claes Brundenius, chercheur au *Research Institute University of Lund* de Suède, a pu recueillir les données qui, dans un premier temps, ont donné lieu à la rédaction d'une thèse de doctorat. Cet ouvrage puise les éléments les plus pertinents de ce travail tout en mettant à profit les commentaires d'économistes bien au fait de la problématique reliée aux indicateurs économiques.

De l'aveu même de l'auteur, le débat qui a suivi la publication d'un rapport de la Banque Mondiale, mettant en évidence les succès que connaissent la Corée du Sud et Formose, a conduit à s'interroger sur les performances des pays du tiers-monde ayant adopté la voie socialiste. Le tableau que brosse l'auteur de l'économie cubaine ne déçoit pas les sympathisants de Fidel Castro. On apprend que le revenu *per capita* s'est accru en moyenne de 2,9% entre 1958 et 1980 ce qui signifie que le produit réel par habitant se trouve à avoir doublé durant cette période.

Cette évolution se rapproche de celle de l'ensemble de l'Amérique latine. Cependant, quand on prend en considération que la croissance fut pratiquement stagnante à Cuba durant les années 60 (alors que la croissance progressait à un rythme de 3% sur le reste du sous-continent) on voit que ce sont les années récentes qui marquent des points.

En voulant montrer la performance économique de la révolution cubaine, l'auteur prend un certain recul en présentant l'état de la situation au moment de la chute du régime de Baptista et durant les quelques années qui l'ont précédée. Les années de vaches maigres qu'a constitué la première décennie sont couvertes en portant une attention particulière, comme il fallait s'y attendre, à la fameuse *zafra* de 10 millions de tonnes tant convoitées. Comme Brundenius ne se limite pas à la prise en compte des grands indicateurs macro-économiques traditionnels, il consacre un chapitre à la présentation de données reliées à un indice composite visant à montrer le degré de satisfaction de besoins fondamentaux se rapportant à l'alimentation, le vêtement, l'habitation, l'éducation et la santé.

Et comme le principal objet du volume est de faire ressortir la comptabilité entre la croissance économique et l'équité, l'auteur consacre tout un chapitre sur la répartition du revenu avant 1959 et durant les deux décennies suivantes. Un dernier chapitre de quelques pages permet de comparer la situation qui prévaut à Cuba avec celle qui caractérise certains autres pays latino-américains. Le tout se voit compléter par près de 90 pages partagées en deux appendices dont l'un contient